

HOROYA

Quotidien national



"Notre voix
résonne plus fort
que jamais grâce
à nos initiatives
pour une coopé-
ration africaine et
internationale
plus intégrée et
solidaire."

Le Général d'Armée
Mamadi Doumbouya



N°8327 DU LUNDI 20 OCTOBRE 2025 * 64^{ème} ANNÉE www.horoya.net - horoya.1958@gmail.com **PRIX : 2000 GNF**



www.arsjpa.gov.gn
info@arsjpa.gov.gn
+224 612 13 03 03/ 612 13 04 04
Kaloum, Boulbinet
cité des Nations villa 33

ARSJPA

Jouez de manière responsable:
Contrôlez votre argent
Contrôlez votre Temps.

TEMINETAYE (KALOUM)



Les travaux du port de pêche lancés

P.3

SOCIÉTÉ DES EAUX DE GUINÉE

Face aux défis de l'accès à l'eau potable

P.6



PRÉSIDENTIELLE AU CAMEROUN

Cinq recours déposés au Conseil constitutionnel

P.10



STARTIMES SOLAR

Dynamisez votre vie



Startimes
www.startimestv.com

613-333-332



KIT SOLAIRE

COMPLET

100% HYBRIDE



HOROYA
Quotidien national

QHoroya
 Journal Horoya
www.horoya.net

POUR VOS ABONNEMENTS

Siège dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum
Tél: +224 664 633 212 / 623 490 130 - BP ; 191 Conakry
Email : horoya1958@gamil.com

COMMISSION FINANCIERE

Le rapport final remis à la DGE

Après sept jours d'intenses travaux, la Commission financière, chargée de formuler des propositions sur le montant de la caution à verser pour l'élection présidentielle et sur le plafonnement des dépenses de campagne, a officiellement remis vendredi dernier son rapport final à la Direction générale des élections (DGE).

Le document contient une série de propositions issues des discussions entre les représentants des partis politiques et les candidats indépendants ayant manifesté leur intention de se présenter à l'élection présidentielle prévue le 28 décembre prochain.

Revenant sur les temps forts des travaux, le président de la Commission financière, El Hadj Sanoussy Bah, a rappelé que la mission de la commission n'était pas de fixer les montants, mais de formuler des propositions.

« La commission n'a pas vocation à fixer les montants, mais à proposer », a-t-il précisé.



Il a également expliqué que la

commission était composée en deux sous-commissions : l'une chargée du plafonnement des dépenses de campagne, et l'autre de la détermination du montant de la caution

pour les candidats à la magistrature suprême.

« Après plusieurs sessions de travail, ses membres ont adopté une série de propositions, intégrées dans le rapport remis ce

jour. Nous avons travaillé avec rigueur, sur la base d'éléments objectifs », a-t-il souligné.

Cependant, El Hadj Sanoussy Bah a déploré certaines

fuites d'informations relayées dans la presse avant la publication officielle du rapport.

« Seule la DGE est habilitée à communiquer officiellement sur les montants retenus pour la caution et le plafonnement des dépenses », a-t-il rappelé.

Prenant la parole à son tour, le Directeur général adjoint des élections, Georges Abraham Sorry, a salué la qualité des travaux menés par la commission.

« Vos réflexions serviront de base aux décisions que la DGE prendra concernant la caution présidentielle et le plafonnement des dépenses de campagne », a-t-il déclaré.

Thierno Kalifatou Doumbouya

HOROYA
Quotidien national

BP: 191 Conakry, République de Guinée
E-mail: horoya1958@gmail.com Siège: Boulbinet - C. de Kaloum

DIRECTEUR GENERAL

Ibrahima Koné
Tél: 664 63 32 12 / 624 94 45 99
konesayon1@gmail.com

DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE

Marie Louise Diallo
Tél: 623 69 38 86 marielouisediallo1@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Amadou Kendessa Diallo
Tél: 622 48 10 45 kenssa2@gmail.com

SECRETAIRE GENERAL

Jean Marie Morgan
Tél: 622 26 97 26 morgan1535@gmail.com

RUBRIQUE POLITIQUE & ECONOMIE

Lansana Sarr 628 97 19 33
Th. Kalifatou Doumbouya 624 69 31 55

RUBRIQUE EDUCATION & SOCIETE

Balla Yombouno 628 74 23 08
Sékouba Kourouma 628 00 36 63

Tél: 628 97 19 33 sarrlansana93@gmail.com

RUBRIQUE CULTURE & SPORT

Maïmouna Bangoura 622 21 12 26
Ibrahima Sory Bangoura 625 21 78 24

CHEF SERVICE RESEAUX SOCIAUX

Mamadou Moutar Diallo 622 32 39 58

CHEF SERVICE FABRICATION

Abdoulaye Alsény Bangoura
Tél: 664 00 44 47 abalbangou@gmail.com

RESPONSABLE SITE

Youssouf Hawa Kéïta Tél: 622 28 54 00

CHEF SAF

Aïssata Bilivogui 622 55 61 42

CHEF SERVICE COMMERCIAL & RECouvreMENT

Diaka Sanoh Tél: 622 33 13 57

DISTRIBUTION

Alpha Saliou Diallo 628478037

ARCHIVES

Sââ Adolphe Kondano 627 99 64 74

PHOTO

Lamine Sylla 621 70 61 16

NOUVELLE ERE POLITIQUE

125 partis certifiés pour agir librement

Le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation à travers la Direction générale élection, poursuit sa vaste campagne d'assainissement du paysage politique du pays. Ce mercredi 15 octobre 2025, 51 autres partis politiques ont reçu leur certificat de conformité, condition indispensable pour mener leurs activités.

Cette remise de certificats fait suite à celle de 74 partis politiques en mars dernier, ainsi qu'à un moratoire de 90 jours accordé aux partis non conformes.

Parmi les critères de cette évaluation figuraient l'identification du parti, sa situation administrative, la gestion financière et comptable, le patrimoine, l'implantation sur le territoire national ainsi

que la participation aux élections nationales.

Pour plusieurs observateurs, cette démarche constitue une avancée importante dans le domaine politique.

Au départ, 211 partis politiques ont été évalués par la Direction générale des affaires politiques entre le 17 juin et le 30 septembre 2024. Résultat : un premier groupe de 74 partis politiques agréés en

mars dernier, auquel s'ajoutent désormais 51 partis supplémentaires, portant ainsi à 125 le nombre de partis habilités à exercer librement leurs

activités sur le territoire national. À cela s'ajoutent également 3 partis politiques suspendus et 20 partis non évalués.

TKD

Lire Horoya c'est bien, s'y abonner c'est mieux

TEMINETAYE (KALOUM)

Les travaux du port de pêche lancés

Une cérémonie solennelle, empreinte d'espoir, a marqué vendredi, 17 octobre 2025 le lancement des travaux d'aménagement du port de pêche artisanale de Téminétaye, en bordure de l'océan Atlantique. La délégation gouvernementale, conduite par le premier ministre, chef du gouvernement, Amadou Oury Bah a été accueillie sous un soleil radieux pour cette étape majeure du développement national...



Cette initiative concrète et tangible s'inscrit dans le cadre du Projet d'Aménagement des Débarcadères et, plus largement, dans la vision stratégique du Programme Simandou 2040. Ce programme fait du renforcement de l'autosuffisance alimentaire du pays en produits de mer une priorité absolue. Si la Guinée est mondialement

le manque d'infrastructures et d'équipements adéquats.

Cette concrétisation d'une volonté forte du Chef de l'État, le Général d'Armée, Mamadi Doumbouya vise à transformer les ressources naturelles du pays en opportunités de mieux-être pour chaque guinéenne et guinéen.

A cette occasion, le ministre de la Pêche et de

Fassou Théa a insisté sur l'alignement du projet avec les objectifs de l'État : la sécurité alimentaire et renforcement de l'autosuffisance nationale ; la création d'emplois et de revenus pour les jeunes, les femmes et tous les acteurs de la filière (pêcheurs, mareyeuses, fumeuses) ; la stimulation de l'économie locale (Téminétaye, Kaloum) et nationale.

projet dépendra de la contribution de chacun et de tous pour en assurer la durabilité.

Le directeur général de Sily Logistique Solutions (SLS), Alpha Kabinet Camara a exprimé la profonde gratitude de son entreprise, à l'occasion de cette étape historique. Il a souligné que ce port est une promesse du Chef de l'État pour connecter les communautés artisanales, dynamiser l'économie maritime et alléger le panier de la ménagère.

Il a ensuite détaillé la physionomie du futur port,

fumage (comprenant chacun 54 fumoirs), une station-service ; un atelier de réparation et d'entretien ; une décharge d'ordures et un château d'eau ; un quai aux normes internationales dans un environnement assaini.

C'est dans cette optique qu'il a affirmé que Sily Logistique Solutions est prêt à traduire en actes la vision du Général Doumbouya. Celle de transformer l'économie maritime par la réalisation d'infrastructures de développement.

En procédant à la pose symbolique de la première pierre, le premier ministre,



qui inclura : un bloc principal R+1 avec bureaux administratifs, hall de vente, postes de police et de gendarmerie, et restaurant ; des infrastructures de chaîne du froid : un entrepôt frigorifique pour le traitement primaire et deux chambres frigorifiques pour la distribution de glace ; des installations de soutien : 30 magasins pour les pêcheurs, deux hangars de

chef du gouvernement, Amadou Oury Bah, a rappelé l'importance cruciale de la pêche pour l'économie nationale. Il a instamment invité l'entreprise Sily Logistique Solutions à respecter strictement le délai contractuel de 12 mois afin de permettre une reprise rapide et pérenne des activités au port artisanal de Téminétaye.

Sékouba Kourouma



reconnue pour ses ressources minières comme en témoigne le projet Simandou et détient un potentiel agricole parmi les plus importants de la sous-région, son potentiel maritime et halieutique n'en est pas moins considérable. L'aménagement du port de Téminétaye pour une durée d'exécution des travaux de 6 mois par le Sily Logistique Solution (SLS) vise précisément à lever l'un des principaux obstacles à l'épanouissement de la pêche artisanale notamment

l'économie maritime, Fassou Théa a exprimé sa profonde gratitude au Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya dont la vision éclairée et l'engagement constant ont permis à ce projet structurant de voir le jour. Il a également salué le leadership du premier ministre dans la mise en œuvre des priorités nationales, soulignant que sa présence témoigne de son soutien à la sécurité alimentaire.

Rappelant que la pêche artisanale contribue à environ 5 % du PIB national et assure la subsistance de milliers de familles, il a déclaré : « En offrant à Téminétaye un port de pêche moderne, nous répondons à un besoin de longue date et donnons aux acteurs des conditions de travail dignes de leur courage. »

Par ailleurs, il a appelé la communauté à faire preuve de patience pendant la phase de construction et à s'appropriier l'ouvrage, car, pour lui, la réussite de ce



6^{EME} EDITION DE "SEEDS FOR THE FUTURE"

Le Premier ministre encourage l'innovation numérique

Le Premier ministre, Amadou Oury Bah, a présidé, vendredi 17 octobre, la cérémonie de clôture de la 6^{ème} édition du programme « Seeds for the Future », initié par la société chinoise Huawei en partenariat avec Orange-Guinée.



Ce programme de formation d'excellence offre à de jeunes talents guinéens l'opportunité d'explorer les technologies numériques de pointe et de renforcer leurs compétences en innovation.

Dans son allocution, le Premier ministre a salué l'initiative de Huawei et le partenariat fructueux entre la Guinée et la Chine notamment dans le domaine du numérique :

« Nous avons des talents disséminés, souvent méconnus, qui ne demandent qu'à être accompagnés. L'économie numérique est aujourd'hui une force motrice essentielle du développement et nous devons nous en inspirer pour transformer notre administration, nos industries et notre système éducatif ».

Il a exhorté les lauréats à mettre en pratique les connaissances acquises afin de contribuer au développement du pays, avant d'appeler à « travailler, travailler et encore travailler » pour bâtir une Guinée performante et innovante conformément à la vision du Président de la République, Chef de l'Etat, le Général Mamadi Doumbouya.

De son côté, l'Ambassadeur de Chine, SEM Sun Yong, a réaffirmé la volonté de son pays d'accompagner la Guinée :

« Sous la conduite du Président Mamadi Doumbouya et du Président Xi Jinping, la coopération sino-guinéenne porte de plus en plus de fruits, notamment dans l'économie numérique ».

Alhassane Barry

PRESIDENTIELLES 2025

Le SGAR invite les responsables religieux à multiplier les prières...

Le ministre secrétaire général aux Affaires religieuses a rencontré, mercredi, les responsables religieux des différentes communes de Conakry ainsi que ceux de l'intérieur du pays. À cette occasion, il les a remerciés, au nom du chef de l'État, pour les prières et bénédictions qu'ils ont formulées avant et pendant le scrutin référendaire. Il les a également invités à poursuivre ces prières en faveur de la réussite de l'élection présidentielle prévue pour le 28 décembre 2025.

Dans son discours, il s'est adressé aux responsables religieux musulmans et chrétiens, exprimant, au nom du chef de l'État, sa profonde gratitude pour leurs efforts, notamment en matière de sensibilisation, de mobilisation, de prières, de contacts et d'engagement, avant, pendant et après l'organisation du référendum constitutionnel.

« Vous avez grandement contribué à maintenir la population dans un esprit de paix, de rassemblement, de citoyenneté et de vivre-ensemble. Le scrutin s'est déroulé dans de très bonnes conditions, en unissant les Guinéens autour de l'essentiel. Vous avez joué un rôle central dans cette réussite », a-t-il souligné.

Poursuivant, il a exhorté les leaders religieux à continuer dans cette dynamique pour accompagner les prochaines échéances électorales. « Chaque élection présidentielle constitue une étape cruciale dans l'histoire d'un pays, pour son développement et sa stabilité. Nous avons transmis ce message à l'ensemble des chefs religieux. Nous en avons profité pour les inviter, une fois de plus, à redoubler d'efforts afin



de préparer les esprits du peuple guinéen avant, pendant et après l'élection présidentielle du 28 décembre. Nous savons que le peuple de Guinée est profondément croyant, très attaché à ses leaders religieux. Il est donc de notre devoir de maintenir un contact permanent avec toutes les communautés religieuses du pays jusqu'à la fin du processus électoral. »

Une caravane d'orientation annoncée

Par ailleurs, le secrétaire général aux Affaires religieuses a annoncé l'organisation prochaine d'une caravane de la paix dans les quatre régions naturelles de la Guinée. L'objectif

est d'orienter et de sensibiliser tous les leaders religieux, les démembrements du secrétariat général, ainsi que les leaders d'opinion, avant, pendant et après l'élection présidentielle.

« Ce sera l'occasion de rappeler l'importance d'une Nation unie, d'une élection apaisée, de la citoyenneté, de la cohésion sociale, de la tolérance et du respect mutuel. Vous êtes les mieux placés pour transmettre ce message au vaillant peuple de Guinée, car notre pays est majoritairement composé de croyants – musulmans et chrétiens. Le peuple vous fait confiance et vous écoute. »

Balla Yombouno

OCTOBRE ROSE : CANCER DU SEIN

Solidarité avec les malades

Atteinte d'un cancer du sein depuis plusieurs années, Binta Diallo, mère de famille résidant à Kankan dans le quartier Bordo vient de bénéficier d'une prise charge par le Fonds de développement social et de l'indigence FDSI. Une initiative présidentielle pour aider les plus vulnérables dans la prise en charge de leurs maladies.

Un soulagement pour cette dame et sa famille étreintes par les coûts du traitement.

Et c'est justement l'occasion de ce mois dédié à la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus, que l'entreprise K-dija Design a aussi décidé de faire un geste pour Mme Binta Diallo. Elle offre 20 millions de francs guinéens à Binta Diallo dans le cadre de sa campagne « Vente Solidaire Octobre Rose ». Selon la co-fondatrice et gérante, Madame Kaba Gbèlen Sidibé, ce don de 20 millions de francs guinéens permettra d'accéder à des soins appropriés et d'atténuer les souffrances et la détresse endurées depuis le



début de sa maladie.

Madame Binta Diallo est alitée depuis de longues années dans le secteur 3. Sa situation précaire avait suscité une vive inquiétude au sein de la population locale, notamment après la diffusion d'un reportage détaillé. Touchée par cet appel, l'entreprise de mode, qui a inscrit l'action sociale et humanitaire au cœur de sa mission, a décidé d'intervenir.

Rappelons que K-dija Design s'est engagée à consacrer 50% de ses bénéfices à la lutte contre le cancer du sein et du col de l'utérus. C'est dans ce cadre qu'elle a organisé la remise

symbolique du don à la famille.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Madame Aminata Béréte, Directrice de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables, désignée pour rencontrer la famille et procéder à la remise de la somme.

Profondément émue par ce geste, Madame Binta Diallo a exprimé, d'une voix faible mais sincère, toute sa gratitude envers les donateurs, les couvrant de bénédictions et saluant leur rôle social et humanitaire.

Ce premier acte de bienfaisance marque le début d'une lutte que K-dija Design compte intensifier à travers son entreprise. La société réaffirme ainsi son ambition de jouer un rôle social majeur au bénéfice de l'ensemble des Guinéens.

Dans la famille de la bénéficiaire, les larmes de souffrance ont fait place aux larmes de joie et à l'espoir. Après la détresse, une nouvelle lumière d'espoir pour le rétablissement de la mère.

Sana Sylla

HOMMAGE

Au revoir Alioune Diallo et Aminata Camara !

Le quotidien national Horoya est en deuil. Le monde des médias est en deuil. Deux de ses journalistes sont décédés successivement ce jeudi 16 octobre des suites de maladie. Aminata Camara aussi appelée Aminata Coyah et Alioune Diallo, appelé familièrement Doyen Alioune, ont rejoint, successivement leurs dernières demeures jeudi et vendredi à Coyah et Simbaya dans la Commune de Ratoma. Parents, amis, collaborateurs, admirateurs, connaissances et anonymes leur ont rendu un hommage mérité et émouvant.

Aminata Coyah est mariée et mère de 2 petits enfants. Active dans les reportages surtout dans les événements qui se déroulent sur sa localité, la jeune journaliste, nonobstant les difficultés de recueils d'informations polarisaient à travers ses papiers l'attention des responsables de la rédaction.

Certes, malade depuis un certain, Aminata Coyah n'a jamais voulu se raréfier dans les locaux du Quotidien. Quand vous lui demandez les raisons, elle est catégorique. Je suis contractuelle et je ne pourrai pas m'absenter de ma salle de rédaction que j'aime beaucoup.

Alioune Diallo, septuagénaire amoureux du bon travail, véloce dans ses analyses et reportages est bien présent dans les colonnes de votre journal. Reporteur spécialiste du monde rural, le Vieux Alioune s'est toujours distingué dans les petits papiers relatifs au monde agropastoral et environnemental. Humble, gentil, jamais énervé, patient et résilient qui ne manquait jamais



les grands rendez-vous de Horoya. Il donnait volontiers des conseils à tout le monde pour la bonne marche. Sage de la Maison, Alioune était de la Diaspora, il y a une trentaine



d'années. Arrivé du Sénégal au temps du Général Lansana Conté, le quinquagénaire d'alors a été déposer sa valise à l'Agence Guinéenne de Presse (AGP). C'est à Travers Alhassane Souaré, ancien

directeur général de Horoya et fils de la préfecture de Mali comme lui, qu'il a entamé une période de collaboration réussie et discrète. Autrement dit, il travaillait en temps plein avec les deux rédactions. Contractuel

permanent à Horoya, Alioune a été mis à la retraite avec l'arrivée au pouvoir du Conseil National du Rassemblement et de Développement. Malgré, cette retraite Alioune continuait à servir son canard, comme il le disait lui-même. A l'avant-veille de son décès, quand nous lui avons demandé de son état sanitaire, la seule réponse que j'avais perçue difficilement, dans un grésillement téléphonique intempestif, c'est "Sarr", merci pour l'appel, je reprends service ces jours prochains.

Doyen Alioune est décédé dans le dénuement total et sans progéniture biologique. Bien de journalistes des médias de service public, notamment ceux de Horoya sont morts dans l'anonymat, sans une reconnaissance officielle même de la part de leurs collaborateurs immédiats.

Adieu chers collaborateurs, nous vous disons au revoir non adieu car vous êtes partis dans le monde de l'inconnu. Que la terre de Guinée que vous avez servi humblement, loyalement et pleinement, vous soit légère !

Elhadj Lansana Sarr

CORONTHIE (KALOUM)

Un modèle de salubrité grâce à l'engagement citoyen

Dans la commune de Kaloum, le quartier Coronthie s'illustre comme un exemple de transformation urbaine réussie. Grâce à la mobilisation des jeunes et au soutien de l'Agence Nationale d'Assainissement et de Salubrité Publique (ANASP), Coronthie est devenu un symbole de propreté et de cohésion sociale.

Une nouvelle dynamique impulsée par les autorités locales

Depuis leur arrivée en octobre 2024, les nouvelles autorités du quartier ont lancé une série d'initiatives pour améliorer la salubrité et renforcer le lien social. Harouna Bangoura, chef de quartier adjoint, explique que tout a commencé par une campagne de sensibilisation auprès des jeunes : « Nous avons invité les jeunes à s'engager activement pour Coronthie et à cesser d'attendre des miettes venant d'ailleurs. Il s'agit de se battre pour le bien commun, pour l'œuvre de la nation. »

Cette prise de conscience a donné lieu à une vaste opération d'assainissement, soutenue matériellement et financièrement par les autorités locales.

les.

Une mobilisation exemplaire malgré les obstacles

Malgré quelques malentendus — certains pensaient que les organisateurs avaient reçu des fonds personnels — l'initiative a été largement saluée. Le chef de quartier adjoint se réjouit de la réussite de l'opération et promet de poursuivre les efforts pour un quartier plus propre et plus uni.

Sous l'impulsion du leader communautaire Shir, les jeunes se sont mobilisés avec ferveur. Le 10 octobre 2025, une activité synchronisée a rassemblé les jeunes de plusieurs quartiers de Kaloum autour de l'idéal de la propreté.

Un appui logistique et une volonté citoyenne

La mairie de Kaloum et



l'ANASP ont fourni un soutien logistique essentiel. Les jeunes ont nettoyé les lieux publics, installé et entretenu les poubelles, et sensibilisé les habitants à l'importance de la salubrité.

Shir a salué la réactivité des

autorités locales et lancé un appel aux autres chefs de quartiers pour qu'ils suivent cet exemple :

« La santé publique nous concerne tous. Nous devons continuer à nous mobiliser pour gar-

der nos quartiers propres. »

Ousmane Dabo, citoyen engagé, insiste sur le rôle central des habitants : « Le problème de salubrité doit d'abord concerner les citoyens. Si une maladie survient, les premières victimes, ce sont nous. »

Il appelle l'État à renforcer les moyens logistiques, notamment en envoyant davantage de camions pour éviter que les ordures ne soient jetées dans les carrefours.

Aissata Diakité
Stagiaire

Photo : Lamine Sylla

CU DE SANOYAH

Bientôt une école primaire franco-arabe

Le président de la Délégation spéciale de Sanoyah, accompagné des conseillers communaux, a procédé, mardi 14 octobre, à la pose de la première pierre des travaux de construction d'une école franco-arabe dans le quartier Sanoyah-Rails.

La cérémonie a mobilisé élèves, enseignants, autorités locales et responsables religieux. Ce projet est financé par l'Agence nationale de financement des collectivités (ANAFIC).

L'infrastructure comprendra trois salles de classe, des blocs de toilettes, des bureaux administratifs avec magasins intégrés, des latrines de deux et trois cabines pour l'école, ainsi que des équipements et mobiliers scolaires. Un bâtiment destiné au logement des enseignants avec des latrines de trois cabines, un forage équipé d'une pompe manuelle, et une clôture de 400 mètres linéaires sont également prévus. Les travaux sont programmés pour une durée de trois mois.

Dans son discours, le directeur



de l'école primaire franco-arabe, Fodé Diawara, a tout d'abord exprimé ses remerciements au gouvernement guinéen et à tous ceux qui ont contribué à la concrétisation de ce projet.

« Ce geste que vous posez aujourd'hui dépasse le simple

cadre de la construction. Il s'agit d'un investissement durable dans l'avenir de nos enfants. Car bâtir une salle de classe, c'est bâtir une conscience, c'est ouvrir une porte vers la connaissance, vers la citoyenneté, vers l'avenir. Nous savons que les besoins sont

nombreux à travers le pays. C'est pourquoi nous sommes d'autant plus honorés et reconnaissants que notre école ait été retenue. Ces nouvelles infrastructures viendront désengorger les effectifs surchargés, offrir de meilleures conditions d'apprentissage à nos élèves et de travail à nos enseignants. »

Il a également pris l'engagement de veiller à la bonne gestion et à l'entretien des infrastructures, soulignant qu'« il s'agit de notre bien commun ».

Pour sa part, Ibrahima Sory Camara, chef de quartier de Sanoyah-Rails Plateau, a déclaré que ce jour n'était pas un jour de discours, mais plutôt de félicitations et de remerciements à l'endroit de

tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce projet. Il a appelé les populations à l'union pour le développement de la commune.

« Dans notre commune, la construction d'infrastructures sociales de base, comme les écoles, l'accès à l'eau ou les routes, reste un défi. J'appelle la population de Sanoyah à cultiver la paix pour favoriser le développement de notre localité. »

De son côté, le président de la Délégation spéciale de la commune urbaine de Sanoyah, Aly Manden Massa Keita, est revenu sur la genèse du projet, longtemps resté en veille. Il a rendu un hommage appuyé à toutes les personnes qui ont œuvré pour sa concrétisation, avant d'inviter l'entreprise en charge de la construction à respecter à la fois les délais contractuels et les exigences en matière de contenu local.

Balla Yombouno

SOCIETE DES EAUX DE GUINEE

Face aux défis de l'accès à l'eau potable

Alors que l'accès à l'eau potable demeure un enjeu crucial pour des millions de Guinéens, la Société des Eaux de Guinée (SEG) redouble d'efforts pour répondre aux attentes de la population.



Présente dans 30 des 33 préfectures du pays, l'entreprise publique, placée sous la tutelle du ministère de l'Hydraulique et des hydrocarbures ainsi que du ministère de l'Économie et des finances, s'engage dans une lutte multidimensionnelle pour garantir une eau de qualité, accessible et durable. Lors de son passage dans l'émission Horoya Politique, le Directeur Général de la SEG, Thierno Mamadou Nassirou Diallo, a exposé les grandes lignes de la stratégie nationale en matière d'eau potable.

« L'eau est une ressource précieuse qui doit être utilisée de manière rationnelle », a souligné M. Diallo. Il appelle les

ménages à adopter des gestes simples mais essentiels : fermer les robinets après usage et signaler les fuites. Cette sensibilisation vise à limiter le gaspillage et à renforcer la responsabilité citoyenne.

Face aux plaintes concernant des factures jugées excessives, le DG a apporté des précisions : « Une facture anormalement élevée est souvent liée à une fuite après le compteur ou à une consommation importante due à la taille de la concession. » Il recommande aux clients d'installer des compteurs pour mieux maîtriser leur consommation et éviter les cas de surfacturation.

Lutte contre les fraudes

La SEG a mis en place des

mécanismes de contrôle pour détecter les fraudes, qu'elles soient le fait d'agents ou de citoyens mal intentionnés. Des contrôles inopinés et des enquêtes sont régulièrement menés. Le DG invite la population à signaler tout comportement suspect afin de renforcer l'intégrité du système.

Concernant les cas d'eau impropre signalés dans certains quartiers, M. Diallo précise que la

SEG n'en est pas directement responsable. « Ces situations sont souvent dues à des fuites ou des problèmes de réseau. Nous intervenons dès qu'un signalement est fait pour garantir la qualité de l'eau distribuée. »

La SEG alerte sur les menaces qui pèsent sur les ressources en eau du pays, notamment les activités humaines non réglementées. Le DG appelle à une synergie entre les ministères de l'Environnement, des Mines et de la Santé pour orienter les pratiques vers des métiers plus respectueux de l'environnement.

Enfin, M. Diallo a annoncé que les trois préfectures non encore desservies — Fria, Koubia et

Beyla — bénéficieront prochainement d'un financement pour la réalisation d'infrastructures d'alimentation en eau potable.

Une étape décisive vers l'objectif de couverture totale du territoire.

Saraf Dine Condé

KASSA

Une journée de sensibilisation en faveur des droits de l'enfant

La Maison des Jeunes de Kassa a accueilli, dimanche 12 octobre, une journée de sensibilisation placée sous le signe du respect des droits de l'enfant et de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG).

Cette rencontre, conduite par M. Aboy et la délégation présidée par M. Samaké, a réuni des leaders religieux, des sages, des femmes et des jeunes autour d'échanges ouverts et participatifs.

Les discussions ont porté sur les pratiques néfastes et les comportements discriminatoires qui compromettent le bien-être et la dignité des enfants. Tous ont souligné l'importance de renforcer la

mobilité communautaire pour bâtir une société plus juste et protectrice.

« Ensemble, mobilisons-nous pour protéger nos enfants et bâtir un avenir respectueux de leurs droits », a été le message fort de cette journée.

À Kassa, l'engagement pour dire stop aux violences et promouvoir une culture du respect envers l'enfant continue de se renforcer.

Morgan

REPUBLIQUE DE GUINEE
TRAVAIL-JUSTICE-SOLIDARITE



MINISTÈRE DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION



N°: 008/AAO/PRMP/CAB/MIC/2025

Date: 10 octobre 2025

Section O. Avis de relance relatif à l' Appel d'Offres Ouvert

N °008/AAO/P RM P/CA 8/MIC/2025

Ministre de l'Information et de la Communication (M.I.C)

Lot 1: Acquisition et installation de Matériels Techniques à photovoltaïque pour le renforcement des sites de diffusion de la Radiotélévision Guinéenne à Conakry et à l'intérieur du pays au compte du Ministère de l'Information et de la Communication (MIC).

Lot 2 : Acquisition et installation matériels techniques (ACOUSTIQUES DES studios des Radios Rurales) pour les quinze (15) stations de la radio rurale à l'intérieur du pays au compte du Ministère de l'Information et de la Communication (MIC).

Lot 3 : acquisition et livraison des mobiliers de bureau pour le renforcement des 36 stations de la radio rurale de Guinée au compte du Ministère de l'Information et de la Communication (MIC).

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à la non-objection de la DGCMF sur le plan de passation des marchés et aussi à la publication, sur l' Avis Général de Passation des Marchés Publics dans le journal des appels d'offres (JAO), **HOROYA et Régional Info**

Le Ministère de l'Information et de la Communication a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds, afin de financer les activités inscrites dans son Plan Annuel de Passation des Marchés 2025, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché d'Acquisition et installation de matériels techniques et photovoltaïques. Les produits seront fournis et installés sur les sites dans un délai de livraison de 60 jours après la notification du Marché.

2. Le Ministère de l'Information et de la Communication sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les matériels techniques et photovoltaïques en deux lots:

Lot 1 : Acquisition et Installation de Matériels Techniques à photovoltaïque pour le renforcement des sites de diffusion de la Radiotélévision Guinéenne à Conakry et à l'intérieur du pays au compte du ministère de l'Information et de la Communication (MIC).

lot 2 : Acquisition et installation matériels techniques (ACOUSTIQUES DES studios des Radios Rurales) pour les quinze (15) stations de la Radio Rurale à l'intérieur du pays au compte du Ministère de l'Information et de la Communication (MIC).

• Lot 3: acquisition et livraison des mobiliers de bureau pour le renforcement des 36 stations de la radio rurale de Guinée au compte du Ministère de l'Information et de la Communication (MIC).

3. La participation à cet appel d'offres ouvert national, tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert national et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la **Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) du Ministère de l'Information et de la Communication: Monsieur Souleymane Smith SACKO, Tel: 622 25 09 63 prmp@mic.gov.gn** et prendre connaissance des documents d' Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après: **Koloma Transversal T2 au siège du Ministère de l'Information et de la Communication au rez-de-chaussée de 08h à 16h du Lundi au Jeudi et de 08h à 12H00 le Vendredi.**

Les exigences en matière de qualification sont :

5. Références similaires : trois (3) marchés de fournitures au cours des 5 dernières années avec une valeur minimum équivalent à au moins 80% du montant de l'offre (joindre les **procès-verbaux de réceptions définitives ou attestation de bonne fin**) ;

6. Avoir un minimum de chiffres d'affaires annuel moyen égal au moins au double du montant de l'offre (les 3 dernières années);

- Une capacité financière d'un montant égal au moins à 20% du montant de l'offre (joindre une attestation de capacité financière affectée au marché, objet de la présente consultation, délivrée par une banque agréée);

- La lettre de soumission conforme au modèle type dans le **DAO**, signée et cachetée;

- Les bordereaux des prix unitaires et quantités en lettres et en chiffres signés et cachetés ;

- La caution bancaire de soumission signée et cachetée ;

- Les bilans certifiés des trois (3) dernières années;

- Joindre les catalogues des différents matériels en langue française.

L'absence de l'une des pièces énumérées ci-dessus entraînera le rejet systématique de l'offre.

- Le Quitus fiscal en cours de validité ;
- Le certificat de non faillite ;
- Le quitus social en cours de validité ;
- Une attestation de bonne exécution d'un marché similaire délivrée par une autorité administrative d'un pays en Afrique.

Cependant, l'absence de l'une des pièces énumérées ci-dessus n'entraînera pas le rejet systématique de l'offre par la commission d'évaluation, cette commission doit mettre en demeure le soumissionnaire afin qu'il produise les pièces manquantes dans les cinq (5) jours calendaires. Après l'expiration de ce délai, son offre pourra être rejetée par la commission.

7. Le présent ap d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir un Dossier d' Appel d' Offres complet à l'adresse mentionnée ci-après: **Koloma commune de Ratoma, au siège de Ministère de l'Inforrnafion et de la Communication auprès de la PRMP, Monsieur Souleymane Smith SACKO, Tel: +224 622 25 09 63 à compter du 10 octobre 2025** contre un paiement non remboursable de **trois millions (3 000 000 GNF) de francs guinéens**.

La méthode de paiement sera:

50% au compte N° 4111071 cc Receveur Central du Trésor,

30% au compte N° 2011000407 cc de l'ARMP ouvert à la BCRG,

20% au compte de l'Autorité Contractante, remis en espèces contre un reçu.

Le document d'Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés.

9. Les offres doivent être rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) **exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies et en fichier électronique exploitable sur une Clé USB** à l'adresse ci-après: au sein de la Cellule de Passation des Marchés Publics du M.I.C à **Koloma Commune de Ratoma** au plus tard **le 28 octobre 2025 à 10h**. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes.

Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur indépendant et des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, à l'adresse: **Koloma Commune de Ratoma** dans la salle de réunion du M.I.C au 3^{ème} étage le 10 octobre 2025 à 11h du 28 octobre 2025.

Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission:

Lot 1: 95 000 000 GNF

Lot 2: 60 000 000 GNF

Lot 3 : 50 000 000 GNF et dont la validité sera de **150 jours**.

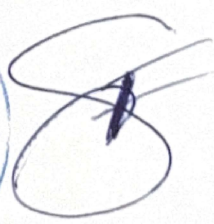
Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **120 jours** à compter de la date limite de soumission.

Les offres doivent comprendre une redevance de régulation de **0,60%** du montant hors taxe du marché à verser sur le compte de l'ARMP conformément aux dispositions du Décret **D/2020/154/PRG/SGG** du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de l'Arrêté conjoint **A/2304/MEF/MB/SGG** du 07 août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote-part des produits de vente (ou prix de cession) des dossiers d'appel d'offres, joint en annexe au présent Dossier d'Appel d'Offres.

- **0,30** du montant hors taxes comme les frais d'immatriculation à la Direction

Générale du Contrôle des Marchés Publics

10. La législation régissant l'appel d'offres est Guinéenne.


Fana SOUMAH

KENIEN

Une femme perd 40 millions de GNF dans un incendie

Dans la nuit de vendredi à samedi, un incendie d'origine inconnue a ravagé plusieurs habitations dans le quartier Kénien à Conakry.



Très touché par le drame, l'artiste lance un appel à la solidarité.

« Nous avons tout perdu. Ma cousine a été grièvement brûlée, elle dormait quand le feu s'est déclaré. C'est après avoir cassé la fenêtre que nous avons pu la sauver. Elle est actuellement hospitalisée », a-t-il

Parmi les autres sinistrés, figure Hadja Mariame Camara, commerçante, qui dit avoir perdu plus de 40 millions de francs guinéens dans les flam-

mes. Selon nos informations, le feu s'est déclaré dans un atelier de menuiserie, avant de se propager aux maisons voisines, réduisant en cendres trois d'entre elles. En quelques minutes, des familles entières se sont retrouvées sans abri, tandis que les pertes matérielles sont estimées à plusieurs dizaines de millions de francs guinéens.

Aux dires des témoins, les

mes.

« Tous mes objets de valeur ont pris feu : habits, lits, armoires... Je dormais quand la maison a pris feu, ce sont les cris des voisins qui m'ont réveillée. J'avais prévu voyager pour mes affaires, mes 40 millions sont partis en fumée. Il ne reste que des billets brûlés. Nous n'avons plus rien, aujourd'hui nous dor-



flammes se sont vite propagées ne laissant aucune chance aux habitants de sauver leurs biens.

Parmi les victimes, l'artiste chanteur Mohamed Camara, alias Djely Camara, témoin direct du drame, raconte avec émotion.

Tout a commencé à 1h du matin. Il y avait un atelier de menuiserie ici, c'est de là que l'incendie a s'est déclaré avant de se propager dans la grande maison. J'ai fait appel aux voisins et aux jeunes du quartier. Nous avons essayé d'éteindre le feu avec de l'eau et du sable, mais c'était trop tard. Le peu d'objets sauvés est sorti complètement brûlé », a-t-il expliqué.

Balla Yombouno

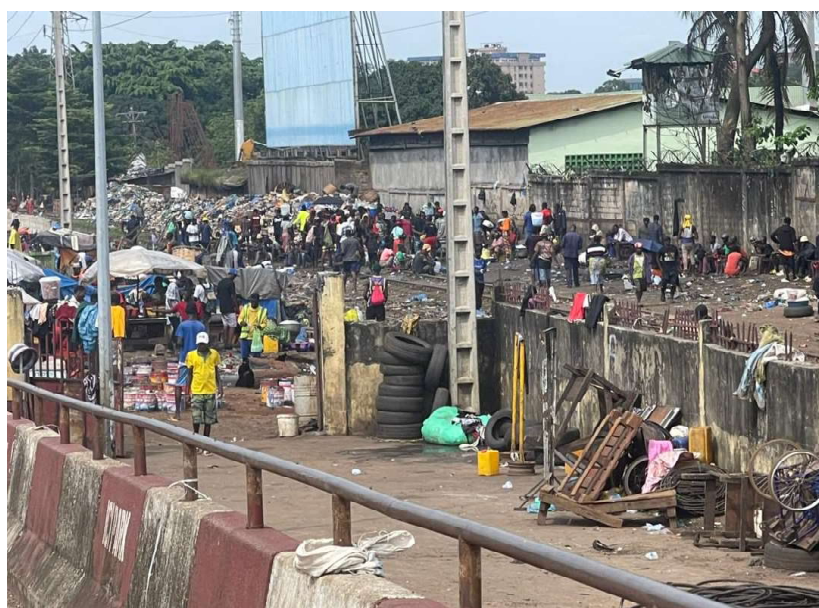
MADINA

Un espace public devenu zone de non-droit

À quelques mètres du pont de Madina, le long de la clôture de la Pharmacie Centrale et du stade du 28 septembre, un espace censé être public est transformé en un foyer de criminalité. Situé à 10 mètres de l'autoroute, il est devenu un repaire inquiétant où des bandits règnent en maîtres, semant la peur et le chaos.

Drogue, alcool, recel d'objets volés, sexe, jeux de hasard, sous une musique assourdissante... tout s'y vend, tout s'y consomme, jour comme nuit. Les riverains et passants n'osent plus s'y aventurer. « C'est un lieu où on vend tout. Je dis bien tout. Et si tu n'es pas lié à eux tu n'oses y mettre les pieds », confie une vendeuse sous anonymat, installée à quelques mètres du site. Elle poursuit, la voix tremblante : « Quand on vole au grand marché, c'est ici qu'on vient écouler. La nuit, si vous passez seul, vous risquez de vous réveiller dépouillé, sans même savoir comment. »

Cette « zone de non-droit », est le théâtre quotidien d'agressions, de trafics et d'actes de violence. Un homme d'une cinquantaine d'années, témoin régulier de la situation, dénonce la banalisation des actes : « Les jeunes désœuvrés ont pris possession de l'espace. Les autorités communales sont venues plusieurs fois, mais sans stratégie claire. Il faut



valoriser cet espace, le transformer, comme le parking près du carrefour de Donka. »

Malgré plusieurs tentatives pour obtenir des réponses des responsables locaux, aucune action concrète ne semble être envisagée. L'espace reste livré à lui-même en laissant l'insécurité s'installer durablement.

Ce lieu n'est pas seulement un problème d'urbanisme. C'est une bombe sociale à retardement. Il est impératif que les autorités et particulièrement les services de sécurité se penchent sur le problème. Car aujourd'hui, le mal est là, et personne n'est à l'abri.

AMD

INSECURITE

Le cas Jeannette Mansaré relance le débat

La capitale guinéenne s'est réveillée sous le choc vendredi 17 octobre 2025, après l'accident mortel brutal de Jeannette Mansaré à T5 sur la route de Prince. Mère de quatre enfants et organisatrice d'événements bien connue dans son quartier, elle se rendait sur le site d'un mariage prévu ce week-end lorsqu'elle a été violemment attaquée.

Selon les témoignages, Jeannette était assise à l'arrière d'une moto quand des individus ont tenté de lui arracher son sac à main. Secouée, elle a perdu l'équilibre et chuté lourdement sur la chaussée. Un véhicule 4x4, survenant à cet instant, a roulé sur lui. Transportée en urgence à l'hôpital, elle a succombé à ses blessures quelques instants plus tard.

Jeannette Mansaré était reconnue pour son sens du service et son implication dans la vie communautaire. Sa disparition laisse un vide immense dans sa famille, auprès de son mari anéanti et de ses quatre enfants, dont le plus jeune n'a même pas encore appris à dire « bonjour ». Elle était également très attendue par les mariés, pour qui elle devait peaufiner les préparatifs d'un jour censé être festif.

« Elle était une femme de



cœur, toujours prête à aider. Ce drame est incompréhensible », confie une proche, bouleversée.

Cette agression relance une fois de plus le débat sur l'insécurité persistante dans plusieurs zones de Conakry. « Il ne faut pas attendre qu'un autre drame survienne pour agir », déclare un habitant du quartier. « Nous avons besoin de patrouilles, d'éclairage

public, et surtout d'une vraie stratégie de sécurité. »

Face à l'émotion suscitée par cette tragédie, les autorités sont appelées à sortir de leur silence. Car au-delà de l'indignation, c'est une alerte sociale qui se profile : celle d'une population livrée à elle-même, dans des zones où la loi semble absente.

La mort de Jeannette Mansaré ne doit pas être un fait divers de plus. Elle doit être le signal d'un sursaut collectif. Pour que plus jamais, une mère ne perde la vie sous les roues d'un véhicule, fuyant des voleurs en plein jour. Pour que plus jamais, l'insécurité ne soit une fatalité.

Amadou Mouctar Diallo

Un sauveur de l’Ombre

La Guinée connaît sa première grave crise sanitaire de son histoire marquée par l'épidémie d'Ebola entre novembre 2013 et avril 2025. Il a fallu quatre (04) mois pour poser le diagnostic et à travers l'envoi d'échantillons à l'Institut Pasteur de Paris. L'attente a duré quatre mois (fin novembre 2013 au début mars 2014) pour confirmer l'épidémie du virus Ebola par l'isolement. Le pays enregistre rapidement l'afflux de laboratoires étrangers, tous tenus par le personnel expatrié. Le Dr Alimou Camara fut l'un des rares guinéens sélectionnés dans les équipes du laboratoire K-plan dans la préfecture de Forécariah. Pour rappel, ce laboratoire a été envoyé à la demande du président Professeur Alpha Condé à son homologue Français, François Hollande, placé sous la responsa-

bilité du Ministère des Affaires étrangères de la France et géré directement par l'Expertise France Internationale (EFI). Cette épidémie a enregistré près 30 000 cas et près 10 000 décès majoritairement dans trois pays d'Afrique de l'Ouest : Guinée, Liberia et Sierra Leone, soit une létalité de 40, 08 %. A l'époque où le personnel local connaissait à peine les mesures de biosécurité, ce qui expliquerait la perte énorme d'agent dans les rangs du personnel de santé local. Le chercheur guinéen du haut de ses 39 ans, travaillant pour l'élimination de la pire épidémie que la Guinée n'ait jamais connue avec un binôme européen expatrié qu'il a découvert juste 24 heures avant de commencer

les travaux. Il lui a fallu 12 jours de formation intense dans le laboratoire K-Plan, sur le site de Luminy à Marseille en France. Il se souviendra de quelques personnes qui resteront gravées à jamais dans sa mémoire : le Pr Fodé Bangaly Magassouba (paix à son âme), ancien chef de département de Pharmacie de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry à l'époque des faits, Pr Aboubacar Sidiki Diakité, Inspecteur général de la santé d'alors et le Pr Daniel Parzy, co-fondateur des laboratoires K-plan, le patron dont le siège était basé à Lyon en France. Ce dernier a cru en moi et m'a aimé comme un fils.

A l'époque où nous ouvrons le laboratoire K-plan à Forécariah au mois d'avril 2014, cette préfecture était le nouveau foyer de l'épidémie avec des victimes qu'on comptait par dizaine chaque jour, y compris même dans les rangs du personnel sanitaire. Toutes les victimes décédées dans cette localité devaient faire l'objet de prélèvements et les résultats attendus dans les heures qui suivent. L'équipe travaillant tard parfois avec une pression énorme, dans des conditions très difficiles, en combinaison, avec stress, et la peur d'être contaminé, se souvient le Dr Camara. Il vit une expérience marquante, et charnière. Comment relever un défi dans un binôme où l'autre a plusieurs d'expériences professionnelles. Fort de cette expérience réussie, le Dr Camara fut désigné responsable du laboratoire après sa rétrocession à l'Etat Guinéen. Car il était le seul guinéen parmi l'équipe qui pouvait assurer la continuité sans faille. Il a fini par constituer sa propre



second cas est un infirmier qui s'est fait contaminer dans le centre de Traitement d'épidémie (CT-Epi) où travaille le Dr Camara, il décède quelques jours après.

Un médecin présente des fièvres autour de 39°C fait le test Ebola qui se révéla heureusement négatif, il démissionne le lendemain. Puis, ce fut le tour du Dr Camara pour avoir les fièvres de 38,5°C détecté à la porte de la cité où il résidait avec les autres experts expatriés par le gardien qui tient le thermoflach. Cette nouvelle se reprend rapidement dans la cité

une qualité de Scientifique très importante pour faire de la recherche pluridisciplinaire »

Concilier la surveillance épidémiologie, la formation et la recherche dans un pays refondation de son système

Le Dr Camara peut être compté dans le cercle rétréci du personnel de santé et de l'enseignement supérieur de son pays en ce sens qu'il cumule parfaitement ses interventions dans divers axes :

-i) il est parti du responsable du laboratoire en 2016 pour être aujourd'hui directeur général adjoint d'un des plus grands centres de recherche en virologie.

Pour comprendre l'enjeu de sa responsabilité, il faut rappeler que pour tous les cas de rougeole, de la fièvre jaune sans oublier les autres fièvres hémorragiques virales dans son pays. Il devient l'une des personnes vers lesquelles le regard est tourné pour répondre aux défis;

ii) sur le plan de la formation de la jeune génération, il est le deuxième spécialiste en Immunologie dans une population de près de 20 millions habitants. Il est fort d'une expérience de plus de 15 ans dans l'enseignement ;

iii) sur le plan de recherche, il est aujourd'hui au grade de chargé de recherche, une voie qui était autrefois méconnue par les enseignants chercheurs parmi les choix au CAMES. Il veut montrer à la jeune génération que la recherche précède la formation.

En plus de cette responsabilité le Dr Camara a été promu président du groupe de confinement (GTC) et devenait de facto membre du comité d'Expert pour l'éradication de la poliomyélite en Guinée.

Dr Alimou CAMARA

« Il a un excellent relationnel,

VERRE RECYCLE

La matière première du béton de demain

À Foulamadina, dans la banlieue de Conakry, Bissiriou Diallo, chimiste de formation et bricoleur passionné, a lancé un atelier de recyclage innovant. Son idée : transformer le verre usagé en composant du béton.



Cette initiative lui est venue après avoir constaté que le verre, fabriqué à partir du quartz, possède des propriétés similaires à celles du sable.

Un processus innovant

La fabrication des dalles semi-écologiques repose sur un procédé simple mais ingénieux. Le verre usagé est d'abord trié et nettoyé pour éliminer les impuretés, avant d'être broyé en une poudre très fine. Cette poudre est ensuite mélangée au ciment pour obtenir un béton écologique, versé ensuite dans des moules de différentes formes. Après séchage, les dalles sont démoulées et prêtes à l'usage.

Des défis à surmonter

Malgré la pertinence de son projet, Bissiriou Diallo a dû faire face à plusieurs obstacles, notamment pour se procurer les bouteilles usagées auprès des entreprises locales. Après de longues démarches, la société Bonagui a finalement accepté de lui en fournir gra-

tuitement, lui permettant ainsi de poursuivre son expérience.

Un produit validé

Soucieuse de garantir la qualité de ses produits, son équipe a soumis les dalles au Centre national de contrôle de qualité (CNCQ). Les tests ont révélé des résultats positifs, confirmant leur solidité et leur souplesse.

Des ambitions au-delà des frontières

Confiant dans le potentiel de son innovation, Bissiriou Diallo ambitionne désormais de faire connaître son produit à l'international, afin de valoriser le savoir-faire guinéen dans le domaine du recyclage et de la construction durable.

Mais localement, il se heurte à un nouveau défi : la demande de la commune de libérer son site d'activité, malgré les effets bénéfiques de son initiative sur la propreté urbaine.

Mamadou Adama Baldé
Stagiaire



équipe de cadres guinéens et gérer correctement les derniers moments de la lutte contre la MVE sous la responsabilité de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS).

Moment inoubliable de cette expérience

Un an après le démarrage de la lutte contre la MVE, on assistait à des contaminations dans les rangs du personnel de santé : le premier cas, un médecin est contaminé dans un autre centre de Traitement d'épidémies (CT-Epi). Il meurt dans la même semaine. Le

et le Centre de Traitement d'Ebola. Le Dr Camara a été invité de s'isoler dans sa chambre, puis de faire le test d'Ebola le lendemain. La chose que le Dr Camara ne fait pas parce que conscient que sa fièvre était due au paludisme et non Ebola virus. Cette nuit fut la plus longue et inoubliable de toute sa vie par plusieurs fois, il tenta d'écrire son testament et regretta de faire partir de l'équipe de prise en charge des malades d'Ebola, malgré le meilleur traitement qui lui ait accordé en qualité.

★ **HUMOUR** ★**Qui gagne, qui perd ?**

Au mois de juillet, une forte pluie s'abattit sur Conakry, provoquant des inondations par endroits. Quelques boutiques et magasins restèrent fermés durant plusieurs jours, ce qui entraîna un ralentissement de l'économie pour les citoyens vivant au jour le jour.

Un beau matin, un touriste américain arriva dans le parc automobile de M. Diallo, à Kaloum.

— « Monsieur, je voudrais louer un véhicule pour mes courses et pour des visites à l'intérieur du pays », déclara-t-il, avant de déposer un billet de 100 euros sur la table et de se diriger vers le parc pour essayer les véhicules.

Aussitôt, M. Diallo, gestionnaire du parc, courut régler la dette scolaire de ses enfants. Le comptable de l'école, ravi, utilisa à son tour cet argent pour payer ce qu'il devait au boulanger.

Ce dernier, sans tarder, s'en servit pour rembourser le boucher. Le boucher, heureux d'être enfin à jour, alla régler sa dette chez le boutiquier d'alimentation.

Le boutiquier, lui, remit le billet au marchand de journaux Batigol pour solder ce qu'il lui devait. Batigol, de son côté, porta l'argent à l'imprimerie pour rembourser sa dette, et l'imprimeur se rendit aussitôt chez M. Diallo, le chef du parc, à qui il devait le loyer d'un véhicule utilisé pour la livraison des journaux. Il déposa donc les 100 euros sur la table.

Mais à ce moment précis, le touriste revint du parc. N'ayant trouvé aucun véhicule à son goût, il reprit son billet de 100 euros et repartit, aussi simplement qu'il était venu.

Chers lecteurs du quotidien Horoya, qui gagna, qui perdit ? À vous de juger !

Par Oumar Kindy Thiam

★ **JEUX DES 7 ERREURS** ★

Par Amara Soumah

**Actualité internationale ...****Présidentielle au Cameroun : Cinq recours déposés au Conseil constitutionnel**

Le Conseil constitutionnel camerounais a reçu cinq recours de la part de plusieurs candidats à l'élection présidentielle du 12 octobre. Si Issa Tchiroma Bakary revendique la victoire, il ne fait en revanche pas partie des requérants. Paul Biya, 92 ans, brigue un huitième mandat.

Selon le code électoral, toute contestation doit être déposée auprès du Conseil constitutionnel dans les trois jours suivant la clôture du vote. Les candidats ayant déposé un recours pourront

être auditionnés ou invités à produire des preuves. Les requérants réclament notamment « l'annulation du scrutin pour fraude électorale ».

Les résultats officiels sont attendus dans dix jours. La plupart des analystes s'attendent à ce que Paul Biya remporte un huitième mandat dans un système que ses détracteurs accusent d'avoir été verrouillé au fil de ses 43 ans au pouvoir.

Madagascar : Michael Randrianirina, Président de la Refondation promet un "tournant historique"

Le colonel Michael Randrianirina a pris le pouvoir après des semaines de manifestations et une intervention de l'armée. Il a été investi vendredi, 17 octobre, Président de la Refondation de Madagascar.

La cérémonie d'investiture s'est tenue à la Haute Cour constitutionnelle à Antananarivo, devant les juges de la Cour, des délégations étrangères mais aussi des hauts responsables institutionnels, des figures de l'opposition, des influents de la jeunesse malgache ayant pris part aux manifestations et des membres de l'armée.

Le colonel a remercié les jeunes du mouvement "Gen Z" d'avoir été à la pointe des manifestations. Il affirme que l'armée serait intervenue à la demande de la Haute cour pour éviter "l'anarchie et le désordre".

"Notre mission principale est de réformer en profondeur les systèmes administratifs, socio-économiques et politiques de gouvernance du pays", a-t-il dit lors de la cérémonie. Il s'engage à "une rupture avec le passé" et à une politique de réduction drastique des dépenses publiques avec une priorité sur l'énergie, l'éducation et la santé.

Kenya : Bousculade aux funérailles de l'opposant Odinga, 2 morts, des dizaines de blessés

Au moins deux personnes ont trouvé la mort et des dizaines de blessées vendredi dernier lors d'une bousculade durant les funérailles nationales de l'opposant historique Raila Odinga, un jour après que les forces de sécurité kényane ont tiré dans un stade de Nairobi où une foule en deuil était rassemblée, tuant au moins trois personnes.

La cérémonie avait pourtant démarré dans le calme vendredi matin, le Président William Ruto s'affichant aux côtés de la famille du défunt dans le stade Nyayo, une enceinte plus petite que celle utilisée la veille.

Mais l'événement a dégénéré lorsqu'après le passage des officiels, des milliers de personnes ont tenté de se recueillir devant la dépouille de la figure politique kényane.

L'AFP a vu certaines tribus se lever comme un seul homme, forçant certains spectateurs à se jeter en bas de gradins.

Des personnes se sont aussi fait marcher dessus à proximité du cercueil, alors que les militaires encadrant la cérémonie leur



ordonnaient de s'agenouiller mais que la foule derrière continuait à pousser, selon l'AFP.

Médecins sans frontière a fait état de "deux vies perdues dans la bousculade". Quelques 163 patients ont été traités sur place, dont 34 ont été transportés dans différents centres de soins, selon l'ONG, qui travaillait avec plusieurs autres organisations au stade Nyayo.

"La plupart des blessures concernaient des traumatismes contondants et des fractures", a encore indiqué MSF.

Une synthèse de Yamoussa Touré

Lire Horoya c'est bien, s'y abonner c'est mieux

JEAN-MARIE NGONDJIBANGANGTE

« Le peuple guinéen a donné une leçon de démocratie »

De nationalité camerounaise, Jean-Marie NGONDJIBANGANGTE est ambassadeur du Groupe des Pays Africains et du Canada, une organisation internationale. Doyen des Observateurs internationaux spécialisés dans les processus électoraux, il a participé à de nombreuses missions d'observation à travers le continent africain. Dans une interview exclusive accordée au Quotidien National Horoya, il revient sur sa mission en Guinée à l'occasion du référendum du 21 septembre 2025. Il salue l'organisation du scrutin et l'engagement citoyen du peuple guinéen.

HOROYA : Êtes-vous en contact avec d'autres observateurs ou organisations électtorales ?

J e a n - M a r i e N G O N D J I B A N G A N G T E : Absolument. La coordination des observateurs électtorales africains regroupe plus de vingt organisations à travers le continent. Je suis moi-même président du Plan International pour la Démocratie et les Affaires Africaines, dont le siège est à Ouagadougou, au Burkina Faso. Lors de nos missions, nous travaillons en synergie pour une meilleure visibilité et une action concertée. Nous nous unissons pour garantir des processus électtorales crédibles, inclusifs et transparents.

Quelle est votre appréciation globale de la situation actuelle en Guinée ?

Je vous le dis avec sincérité : nous avons été frappés par un changement positif, notamment dans le domaine des infrastructures. En 2020, la Guinée était à un autre niveau. Aujourd'hui, le renouvellement est visible partout. Et en tant qu'observateurs, nous ne regardons pas seulement les élections, mais aussi le contexte social, économique et institutionnel.

Si la nouvelle Constitution est appliquée correctement, la Guinée connaîtra un véritable décollage dans tous les domaines. Mais cela demande une mobilisation collective : chaque citoyen, quel que soit son rang social, doit respecter cette Constitution et accompagner le Chef de l'État dans sa mise en œuvre.

La Guinée peut devenir un modèle, comme Dubaï qui est devenu en trente ans. Ce miracle repose sur la volonté du dirigeant, mais aussi sur l'engagement de tous les



Guinéens. Alignez-vous derrière lui, et vous verrez les résultats.

La Guinée est pour moi une seconde patrie. Elle est le berceau du panafricanisme, membre fondateur de l'Union africaine. Quand on pense à Sékou Touré, à ses discours, à l'accueil qu'il a réservé à des figures emblématiques comme Miriam Makeba, Nelson Mandela, Amilcar Cabral, Kouamé Khroumah ou Thabo Mbeki, on comprend la profondeur historique et l'héritage politique de ce pays.

La Guinée a besoin d'un leadership fort, d'une vision claire. Le Général Mamadi Doumbouya incarne cette dynamique. Vous avez vu les prémices : plus de mille kilomètres de routes, plus de deux mille kilomètres de pistes, et bien d'autres réalisations. Ce pays mérite d'être accompagné, par sa diaspora, par les panafricanistes, pour retrouver sa place sur

la scène internationale.

L'élection présidentielle qui s'annonce est, à mon sens, un cas d'école pour de nombreux pays africains. Elle montre qu'il est possible d'organiser un scrutin dans la paix, la transparence et la maturité politique.

Le corps électoral a été convoqué, et je suis convaincu que les Guinéens répondront présents.

Quant à la candidature du Président Doumbouya, je le dis en tant que panafricain : la Constitution est claire. Tout Guinéen remplissant les conditions peut se présenter. Si le Général souhaite être candidat, personne ne peut l'en empêcher. Personne, sauf Dieu. Et s'il est candidat, ce sera dans le respect des règles, avec pour objectif de poursuivre l'œuvre entamée.

Ce qu'il a accompli jusqu'ici mérite qu'on lui donne une chance. Avec une majorité à

l'Assemblée nationale, dans les conseils municipaux, il aura les leviers nécessaires pour continuer à œuvrer pour le développement du pays et le bien-être de tous les Guinéens, sans exclusion.

Je ne fais pas son apologie. Je parle avec conviction. Et je n'aurai jamais honte de défendre la République de Guinée, son peuple, et les actions de son Président, même au-delà de ses frontières.

Avez-vous des recommandations techniques à adresser à la Direction Générale des Élections (DGE) ?

Oui. Nous recommandons à la DGE de renforcer les capacités des membres des bureaux de vote. Il est essentiel de les recycler, de leur offrir des formations complémentaires, et d'accélérer la préparation en vue des prochaines échéances électtorales. Il faut également s'assurer que le matériel électoral soit acheminé à temps dans tous les bureaux de vote, sans exception.

Avec la multiplication des partis politiques et des candidatures, il est impératif que chacun fasse preuve d'intelligence et de maturité politique. Je connais la Guinée, et je suis convaincu que ces élections peuvent se dérouler dans la paix, la sérénité et un climat bon enfant.

La Guinée est un pays que beaucoup admirent. Elle n'a pas connu les troubles que traversent certains pays voisins. C'est pourquoi je dis simplement : bon vent à la Guinée, bon vent au peuple guinéen pour les prochaines échéances électtorales.

Quel message souhaitez-vous adresser aux Guinéens et à la communauté internationale ?

Je pense que les prémices du référendum et de l'élection présidentielle à venir traduisent une volonté profonde du peuple guinéen de retrouver sa place, non seulement sur le plan national, mais aussi au sein des grandes institutions internationales. La Guinée d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Elle avance, elle se transforme, et cela mérite d'être reconnu.

Les institutions internationales doivent venir constater par elles-mêmes ce changement. Ce que le Général Mamadi Doumbouya a accompli est remarquable. Il ne s'agit pas simplement de gouverner, mais de redonner à la Guinée sa dignité, sa souveraineté, et sa capacité à attirer les investisseurs. Ceux-ci verront que tout a changé : infrastructures, gouvernance, stabilité.

La Guinée est désormais prête à dialoguer avec les grandes institutions financières, qu'il s'agisse du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement ou d'autres. Elle mérite d'être soutenue, respectée et accompagnée dans cette dynamique de transformation.

Réalisée par Lansana Sarr & Amadou Mouctar Diallo

**Lire
Horoya
c'est bien,
s'y
abonner
c'est
mieux**

MONDIAL 2026

Les pays qualifiés et les barragistes de la zone Afrique sont connus



L'Afrique est l'une des grandes gagnantes de l'élargissement de la Coupe du monde à 48 équipes. Alors qu'elle avait

auparavant seulement cinq places, elle en dispose désormais d'au moins neuf, attribuées aux vainqueurs de

groupes des éliminatoires.

Petit à petit, la liste des participants au Mondial 2026 aux États-Unis, au Canada et au Mexique s'éclaircit.

Voilà les neuf équipes qualifiées pour le prochain Mondial de football et des quatre sélections qui s'affronteront lors des barrages.

Le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie, le Ghana, le Cap-Vert, l'Afrique du Sud, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Les quatre équipes barragistes joueront un mini tournoi au mois de novembre au Maroc.

Le parcours du combattant du vainqueur ne s'arrêtera pas là, puisqu'il n'obtiendra son ticket qu'à condition de remporter un barrage, intercontinental cette fois, disputé en mars par six équipes : deux d'Amérique centrale et du Nord, une d'Afrique, une d'Asie, une d'Océanie et une d'Amérique du Sud.

Le Gabon, qui a terminé le mieux classé, affrontera le Nigeria, le moins bien classé. Le Cameroun affrontera pour sa part la RD Congo.

Les équipes barragistes : Le Gabon, le Cameroun, le Nigeria et la RD Congo.

Ibrahima Sory Bangoura

SYLI NATIONAL DE GUINEE

Une génération pleine de promesses malgré les turbulences



Le Syli National de Guinée a conclu sa campagne des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026 sur une note mitigée, avec un match nul 2-2 contre le Botswana, disputé le 14 octobre. Ce résultat, bien que décevant pour les supporters, reflète une rencontre intense et techniquement relevée. Les buts guinéens ont été inscrits par Abdoul Karim Traoré et Aliou Badara Baldé, deux jeunes joueurs qui incarnent l'avenir de la sélection.

Avec un bilan de 10 matchs (4 victoires, 3 nuls, 3 défaites), 11 buts marqués

et 8 encaissés, la Guinée termine sa campagne avec 15 points. Une performance en demi-teinte, mais qui laisse entrevoir un potentiel certain.

Un avenir à construire

Malgré une fin d'éliminatoires frustrante, le Syli National de Guinée peut compter sur une génération talentueuse, engagée et ambitieuse. Sous la houlette de Paulo Duarte, cette équipe a les moyens de bâtir un projet solide pour les prochaines compétitions continentales et mondiales.

BIS

Fodé Laye Camara, ancien gardien du Syli National n'est plus

Fodé Laye Camara était gardien de but pour le Syli National de Guinée et aussi pour le Horoya Athletic Club.



Il était considéré comme l'un des meilleurs gardiens guinéens de sa génération, reconnu pour ses arrêts, sa constance, son sang-froid, notamment lors des tirs au but.

Il a porté les couleurs du Horoya AC, un des clubs les plus prestigieux de Guinée. Depuis 2021, Fodé Laye Camara était gravement malade.

Il vivait chez lui à Manéah, dans la préfecture de Coyah, où il était alité. Il avait reçu des soins à l'hôpital Ignace Deen et à la CNSS, puis une évacuation sanitaire en Tunisie.

Le 13 octobre 2025, c'est la Fédération Guinéenne de Football qui a annoncé son décès.

Fodé Laye Camara était bien plus qu'un simple gardien de but. Il était un patriote dévoué qui a marqué l'histoire du football guinéen, tant par ses performances sur le terrain que par son engagement pour le rayonnement du Syli National.

Il a été l'un des meilleurs gardiens de l'histoire du Syli National. Il faisait partie d'une

génération dorée qui a contribué à bâtir la réputation de la Guinée sur la scène africaine.

Fodé Laye Camara a toujours répondu présent pour la sélection nationale, mettant son talent au service de son pays, sans jamais chercher la gloire personnelle. Il incarnait la discipline, la rigueur et le courage, des valeurs essentielles à la réussite collective.

Pour de nombreux jeunes gardiens guinéens, il est resté un modèle à suivre. Même après sa carrière, il était encore présent dans les esprits, souvent cité dans les débats sur les grandes légendes du football guinéen.

Son décès le 13 octobre 2025 a été un moment douloureux pour tous ceux qui aiment le football guinéen.

Fodé Laye Camara était marié et père de trois enfants. Il a été enterré mercredi dans son village natal à Manéah dans la préfecture de Coyah.

Que son âme repose en paix.

BIS

SYLI NATIONAL

Qui est Abdoul Karim Traoré ?

Né le 12 janvier 2007 à Kankar, Abdoul Karim Traoré est l'un des visages montants du football guinéen. Du haut de ses 1,78 m, l'attaquant de pointe a déjà franchi des étapes importantes dans sa jeune carrière.

Formé à Bourg-en-Bresse (France), Traoré a d'abord évolué dans les équipes de jeunes avant d'intégrer l'effectif professionnel. Lors de la saison 2024-2025, il a disputé 17 rencontres avec le FBBP 01, dont 14 comme titulaire, inscrivant trois buts.

Son potentiel n'est pas passé inaperçu : à l'été 2025, il rejoint le club belge de l'OH Louvain, avec lequel il s'engage jusqu'en 2028.

Sélectionné pour la première fois par Paulo Duarte lors des éliminatoires de la Coupe du monde 2026, le jeune attaquant n'a pas manqué son entrée. Face au Mozambique, il signe un doublé décisif, ouvrant le score dès la 21^e minute avant de sceller la victoire à la 59^e sur une frappe limpide à l'entrée de la surface. Un baptême



rêvé pour celui que beaucoup présentent déjà comme l'avenir de l'attaque guinéenne.

Doté d'une bonne pointe de vitesse et d'accélération fulgurantes, Traoré se distingue par sa capacité à prendre

de la profondeur et à mettre en danger les défenses adverses. Ses appuis solides et son équilibre lui permettent de changer de direction avec aisance, créant ainsi des espaces pour lui-même et ses coéquipiers.

Sa qualité de jeu aérien n'est pas en reste : son premier but en sélection, inscrit de la tête, illustre sa capacité à exploiter les centres et à se démarquer dans la surface.

À seulement 18 ans, Abdoul Karim Traoré a déjà démontré un sang-froid impressionnant sur la scène internationale. Son transfert en Belgique constitue un défi majeur, mais aussi une formidable opportunité pour parfaire son apprentissage dans un championnat plus compétitif.

Avec un suivi et un encadrement adéquats, beaucoup l'imaginent déjà comme l'héritier de Seirou Guirassy au sein du Syli national.

Ibrahima Sory Bangoura